

# Juste Terre!

n°172 - SEPTEMBRE 2020

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Six mois après son arrivée dans nos contrées, le Covid-19 fait toujours autant parler de lui. Il aura marqué notre hiver, notre printemps, notre été et continue de bouleverser le paysage mondial, sans épargner les pays du Sud. Outre le défi sanitaire, ces pays sont confrontés à un grand nombre d'autres risques économiques voire politiques qui mettent en péril des milliers de vies. En Haïti, la pandémie aura considérablement aggravé la situation sociale, sécuritaire, environnementale et, surtout, alimentaire. En effet, dans les pays du Sud, les répercussions des mesures de confinement sur la sécurité alimentaire sont énormes. Le Programme alimentaire mondial prévoit une hausse d'environ 130 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë en 2020. Aujourd'hui, plus que jamais, notre mission auprès de nos partenaires est essentielle.



## Édito

Le 22 août dernier, nous avons atteint le « **Jour du dépassement de la Terre** », appelé aussi jour de la dette écologique. Ce jour est calculé tous les ans par l'ONG Global Footprint Network, en partenariat avec le WWF (Fonds mondial pour la nature), sur base de trois millions de données statistiques de 200 pays.

Cette date symbolise le jour où la demande de l'humanité en ressources naturelles dépasse ce que la Terre peut régénérer en un an. Depuis le 22 août, nous vivons donc à crédit sur des stocks de ressources non renouvelables. Globalement, cela revient à dire que pour subvenir aux besoins de l'humanité, il faudrait 1,6 Terre.

Cette surexploitation se traduit par la déforestation au Brésil en Amazonie, par l'érosion des sols en Haïti, par l'appauvrissement de la biodiversité ou encore par l'accumulation de carbone dans l'atmosphère, principal responsable du changement climatique.

Depuis les années 1970, ce jour survient de plus en plus tôt. Cette année, la crise du coronavirus a permis de repousser le jour du dépassement de trois semaines. Cette date n'avait plus reculé depuis 50 ans! Ce recul

constitue un « renversement historique » par rapport à la tendance à long terme de l'augmentation de l'empreinte écologique mondiale. Il s'explique par les mesures de confinement mises en place à travers le monde en réponse à la pandémie. Le Covid-19 aura donc offert trois semaines de répit à la Terre... Un renversement historique donc, mais qui pourrait ne pas durer si l'on ne change pas nos comportements. Cette réduction de notre empreinte écologique a été imposée par le confinement. Si elle ne s'accompagne pas d'un changement structurel de nos modes de production et de consommation, ce répit sera malheureusement de courte durée.

Cette nécessaire transition vers un monde dont les ressources seront gérées en harmonie avec la nature et dans un souci permanent d'égalité pour chacune d'entre nous se trouve au cœur de notre nouveau cadre stratégique. Encouragés par le pape François dans son encyclique *Laudato Si'*, nous enjoignant fermement à prendre soin des générations futures, nous vous invitons à le lire en ligne ou en version papier et à prendre part à nos futures actions... pour que la Terre tourne plus Juste!

■ Valérie Martin,

Directrice de la communication

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !



## SUITE DE NOTRE CAMPAGNE POUR HAÏTI

# Covid-19 : des mesures inquiétantes pour l'avenir de la démocratie

En Haïti, la pandémie semble offrir au pouvoir en place de grandes opportunités pour avancer sur certains projets peu démocratiques. Sans parlement qui servirait de contre-pouvoir, face à une opposition affaiblie et une population très préoccupée pour sa survie qui se mobilise pour répondre à la crise sanitaire, le pouvoir semble n'avoir devant lui aucun obstacle pour mettre en place son agenda.

### Port-au-Prince : les groupes armés gagnent du terrain

En mai dernier, des **quartiers du bas de la ville de Port-au-Prince, considérés comme le bastion de la résistance** contre l'actuel président, ont été le **théâtre de graves violences**. Selon les rapports publiés par deux organisations de droits humains, **la Fondation Je Klere (FJKL) et le Réseau National de Droits Humains (RNDDH), des groupes armés y sèment la terreur** en toute impunité, avec la bénédiction d'instances de l'État. Dans son rapport d'enquête, FJKL est arrivé à la conclusion qu'il y aurait « un effort d'organisation des gangs armés en milice ». Le but serait de contrôler ces quartiers afin d'y éviter la pénétration de l'opposition, tout ceci en perspectives d'élections à venir. Au moins trente-quatre personnes ont perdu la vie.

### Violentes attaques contre SOFA, une association partenaire d'Entraide et Fraternité

Le 17 Juin, **notre partenaire SOFA (Solidarité des Femmes Haïtiennes)** a été **la cible d'une attaque armée** orchestrée par l'homme d'affaires André Apaid et l'ancien Ministre de l'Agriculture (Parti haïtien Tèt Kale, PHTK), avec l'aide d'une autorité locale et d'un groupe armé.

**Cette agression vise à intimider les paysannes membres de la SOFA**, qui, dans le cadre de leur ferme-école, **cultivent des terres aujourd'hui convoitées pour la mise en œuvre d'un projet d'agro-industrie.**

**Cette attaque inacceptable est la deuxième en l'espace d'un mois.** Le 26 mai, l'ancien ministre de l'Agriculture, Fresner Dorcin, était déjà intervenu pour stopper les paysannes dans leur tentative de protéger leurs terres. Rappelons qu'en 2017, l'association a obtenu du gouvernement haïtien un terrain de 13 hectares, sur lequel elle développe une ferme-école pour lutter contre la féminisation de la pauvreté et former les paysannes de la région aux pratiques agroécologiques.

Ces violences ne sont pas isolées et s'inscrivent **dans la mise en œuvre du Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti (PSDH)**, qui favorise la mise en place de monocultures d'exportation, de zones franches industrielles et d'explorations minières au profit d'entreprises transnationales. Ce plan, élaboré par les institutions internationales et **les secteurs économiques et politiques liés au régime du PHTK**, contribue à la **stratégie de destruction de la paysannerie haïtienne.**

Ces attaques interviennent à un moment où la pandémie nous rappelle **l'importance d'une agriculture locale, respectueuse des écosystèmes et diversifiée**, seule apte à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire. C'est important chez nous et **c'est vital dans les pays les plus pauvres.** La société civile haïtienne l'a récemment rappelé dans son « Cahier de revendications paysannes ».

**À Entraide et Fraternité, nous ne pouvons pas rester inactifs face à cette situation.** C'est pourquoi nous avons décidé de nous mobiliser aux côtés de nos partenaires **en interpellant les décideur-euse-s politiques belges ainsi que l'Union européenne (UE) et sa délégation en Haïti.**

Nous demandons que l'UE et ses Etats membres **financent davantage l'agroécologie dans les pays du Sud.** En effet, nous estimons que **la Belgique ne soutient pas suffisamment l'agroécologie dans les pays du Sud.** Sur les **1,2 milliard d'euros investis dans des projets agricoles entre 2013 et 2017 au titre de l'aide publique au développement, à peine 16 % ont été consacrés directement à l'agroécologie.** Enfin, nous demandons à l'UE de s'engager dans les **négociations du traité contraignant de l'ONU sur les entreprises et les droits humains.** Un tel traité contribuerait à **lutter contre les accaparements de terres** à des fins commerciales.

# Le Bureau Diocésain de Développement, cheville nourricière de la province de Maniema

En République démocratique du Congo, le Bureau Diocésain de Développement de Kasongo, soutenu par Entraide et Fraternité depuis une dizaine d'années, porte une mission de taille : réduire le taux de mortalité dû à la malnutrition dont souffre une partie de la population de la province de Maniema.

La province du Maniema, située au centre-est de la République démocratique du Congo, **subit son isolement du reste du pays**. Les quelques routes existantes sont impraticables et les ponts reliant certaines parties du territoire se sont écroulés. La présence de groupes armés, qui font régner la terreur depuis plusieurs années, renforce davantage l'isolement des habitants de cette province. Face à ces difficultés d'accès, les grandes ONG internationales de développement délaissent ce territoire. Pourtant, les besoins des populations sont immenses et particulièrement en termes de sécurité alimentaire. C'est pourquoi, depuis plusieurs années, Entraide et Fraternité soutient les projets du Bureau Diocésain de Développement de Kasongo dans le cadre du **programme Droit à l'alimentation**.

## Cultiver jusqu'à s'épuiser

**90 % de la population de la province de Maniema vit principalement de l'agriculture, de la chasse, de la pêche et du petit élevage.** L'agriculture constitue donc souvent le **seul moyen de survie de ces populations**. Les paysans et paysannes cultivent chaque jour leur petite parcelle de terre jusqu'à tomber d'épuisement. Ils labourent, plantent et récoltent principalement du riz, du maïs, du manioc ou encore des légumes. **Néanmoins, leurs récoltes sont très faibles, insuffisantes pour se nourrir correctement.** Bien que la province de Maniema constitue une région fertile, **le taux de mortalité dû à la malnutrition fait partie des plus élevés du pays.**

Ce paradoxe s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, les paysans **ne disposent pas de semences** (de riz, de manioc, maïs, etc.) **de qualité**, ce qui diminue le rendement des récoltes. Ensuite, **le matériel** utilisé pour planter et cultiver (machettes, hoes, etc.) **n'est**

**pas en bon état**, ce qui rend le travail moins efficace, en plus de demander davantage d'efforts physiques. Enfin, les paysans perdent une partie importante de leur production de riz, tant en quantité qu'en qualité nutritive, **faute de moyens pour le sécher et le conserver** de manière adéquate.

## 1.450 familles soutenues

Pour améliorer la situation alimentaire, le Bureau Diocésain de Développement de Kasongo forme les paysan-ne-s et développe **un projet qui permettra, d'ici deux ans, à 1.450 familles d'avoir une alimentation saine et durable** et des revenus décents grâce à des initiatives réussies en agriculture paysanne durable, de la production à la commercialisation. Objectif premier de ce projet ? **Renforcer et diversifier les récoltes des paysan-ne-s.** Afin d'y parvenir, pas moins de **12.500 kilos de semences de riz, 2.000 kilos de maïs et 2.500 mètres de boutures de manioc** seront distribués à **1.250 familles**. Ces familles seront formées en parallèle aux techniques agricoles, à la conservation et à la transformations des produits. Le deuxième objectif

« Les semences que nous avons reçues sont de très bonne qualité. Les résultats des récoltes m'ont permis de subvenir aux besoins de ma famille et de ma communauté. Il y a encore peu de temps, ma communauté enregistrerait un taux élevé de malnutris, car les aliments que nous produisions n'étaient pas de bonne qualité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui »

**Yohari, jeune paysanne et maman de 5 enfants.**



tend à **diminuer les pertes des récoltes de riz**. Pour ce faire, **300 familles recevront du matériel**, principalement des bâches et des sacs, afin d'améliorer le séchage et la conservation du riz. Une part considérable du riz récolté pourrait actuellement, faute de matériel adéquat. **Troisième objectif** et non des moindres : **créer des banques de semences pour permettre aux paysan-ne-s de gagner en autonomie**. Le projet prévoit la création de trois banques de semences qui leur permettront de disposer de semences locales de qualité, obligatoires pour améliorer les récoltes, mais surtout de **ne plus dépendre de l'extérieur pour l'approvisionnement en semences** (essentiel étant donné l'isolement de la province de Maniema).

### Menace d'insécurité aigüe

Le BDD Kasongo est l'une des rares ONG locales à travailler sur la question de la sécurité alimentaire par les axes de formation et de distribution de semences auprès des populations de la province de Maniema. **Ce travail est essentiel pour permettre aux familles d'atteindre une autonomie alimentaire** et de ne plus être menacées par la faim. « *Trop de paysans et d'enfants sont morts de faim. Il est temps de mettre un terme à ce fléau* », confiait récemment le Secrétaire Général du BDD Kasongo.

Dans une publication du 22 avril 2020, le Programme alimentaire mondial\* alerte sur la situation inquiétante qui se dessine à la suite de la crise du coronavirus dans les pays du Sud. **Les répercussions des mesures de confinement sur la sécurité alimentaire sont grandes**. C'est le cas en République démocratique du Congo. Si avant la pandémie **plus de 820 millions de personnes dans le monde souffraient déjà de la faim**, le Programme alimentaire mondial

### Le diocèse de Kasongo, climat favorable et terres fertiles

D'une superficie de 75.365 km<sup>2</sup> répartie sur les provinces du Maniema et une partie du Sud-Kivu, le diocèse de Kasongo couvre quatre territoires : Kabambare, Kasongo, Pangi et Shabunda. Presque 90 % de la population de Kasongo vit principalement de l'agriculture, de la chasse, de la pêche et du petit élevage. Le climat est favorable, les terres fertiles, les potentialités énormes. Pourtant, la production agricole reste faible et peu variée pour couvrir les besoins alimentaires de la population.



prévoit **une hausse d'environ 130 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aigüe en 2020**. Plus que jamais, notre mission à leurs côtés est essentielle.

\*Source : Programme alimentaire mondial, 22 avril 2020.

■ **Céline Masfrand**  
Département communication

### La vente des semences paysannes autorisées aux particuliers

Depuis 2016, un grand combat pour l'autorisation des semences paysannes est mené par les défenseurs de la biodiversité et tous les acteurs qui sont en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement, mais aussi de la diversité et de la richesse de l'alimentation. **Après des années de lutte, une loi autorisant la vente de semences paysannes vient de voir le jour en France**. Cette nouvelle loi acte - en partie - la fin du monopole des multinationales dans le marché des semences. Désormais, **les agriculteurs pourront vendre les semences issues de leur production à des particuliers, ce qui, depuis 1930 n'était plus autorisé**. En effet, les agriculteurs pouvaient donner gratuitement leurs semences, mais ne pouvaient pas les vendre, étant ainsi exclus d'une partie du marché, face au lobby puissant des multinationales de l'agro-business. **Cette ouverture du marché des semences aux paysan-ne-s marque ainsi une belle avancée en termes d'autonomisation financière de ces populations**. Toutefois, la bataille est encore longue avant qu'un plan européen de commercialisation de ces semences paysannes ne soit voté. Patience, donc.

## Retour sur le webinar : Un monde en crises : quels défis pour demain ? *Regards haïtiens sur « le monde d'après »*

Quelle est la situation en Haïti ? Quels sont les impacts de la crise sanitaire ? Quels sont les défis à venir ? Comment faire évoluer les solidarités Nord/Sud ? Autant de questions auxquelles Ricot Jean-Pierre de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), Virginie Pochon et David Tilus du Groupe d'action francophone pour l'environnement en Haïti (GAFE), Laurie Khorchi et Claude Mormont d'Entraide et Fraternité ont pu répondre lors de notre webinar organisé le 18 juin dernier.

Comme la majorité des pays, Haïti est touché par la pandémie du Covid-19. Au 18 juin, le ministère de la santé publique recensait 4547 cas confirmés et 80 décès. Si le pays n'est pas épargné par le coronavirus, nos partenaires n'ont pas manqué de rappeler **que le principal virus qui ravage l'île et sa population est celui du capitalisme**. Depuis 2018, **le peuple haïtien réclame la démission du président et l'enclenchement d'un processus de réformes des institutions** en vue d'assainir les finances publiques, de lutter contre la corruption et stopper la politique de privatisation des services publics afin que les droits de la société civile soient enfin entendus et protégés. En raison de la pandémie et de l'instauration de l'état d'urgence, **toute cette dynamique militante dans le pays est interrompue**. En Haïti comme ailleurs, la crise aura provoqué des dérives politiques autoritaires et confisqué la parole citoyenne. Et d'après nos partenaires, le pire serait, encore, à venir.

Partout, la crise sanitaire aura révélé l'ampleur des enjeux auxquels nous devons faire face. Pour Haïti, elle aura considérablement **aggravé la situation sociale, sécuritaire, environnementale et, surtout, alimentaire**. Un Haïtien sur trois, soit **près de 4 millions de personnes, aurait besoin d'assistance alimentaire d'urgence**. Et les restrictions imposées par le gouver-

nement sur les déplacements et les rassemblements devraient mettre encore plus à rude épreuve les populations les plus pauvres de l'île (communautés paysannes, femmes, enfants, migrants, ménages vivant de l'économie informelle, etc.).

**Que faire pour que le monde d'après ne ressemble pas au monde d'avant ?** Nos invités ne manquaient pas d'idées ! Parmi elles : internationaliser et faire converger les luttes sociales et environnementales de tous les pays ; décloisonner les débats et les expertises ; sortir de l'entre soi ; promouvoir la diversité et le débat ; remettre la parole citoyenne au centre ; valoriser les innovations sociales ; dénoncer la corruption ; rétablir l'état de loi pour protéger les droits des humains et de la nature, sortir de l'aide d'urgence pour mener, ensemble, des luttes structurelles afin de faire véritablement évoluer les conditions de vies des plus pauvres d'Haïti, de Belgique, du monde !

Voici, dans le temps d'une discussion de part et d'autre de l'Atlantique, **quelques propositions d'acteurs de terrain pour faire émerger des alternatives au capitalisme**. À nous tous, désormais, de maintenir le lien et d'agir, ensemble !

■ Flora Soyez,

Responsable Campagnes



**Jeudi 18 JUIN • 17H - 18H30 • EN LIGNE**  
**UN MONDE EN CRISES : QUELS DÉFIS POUR DEMAIN ?**  
*Regards haïtiens sur « le monde d'après »*

**WEBINAIRE**

Avec  
Ricot Jean-Pierre, PAPDA  
Virginie Pochon et David Tilus, GAFE  
Laurie Korchi et Claude Mormont, Entraide et Fraternité

Modération par **Flora Soyez** d'Entraide et Fraternité

 **ENTRAIDE & FRATERNITÉ**

# Nos publications

## Elaboration d'un nouveau cadre stratégique

Tous les cinq ans, Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble élaborent un nouveau cadre stratégique pour **affronter les enjeux mondiaux et augmenter leur capacité d'action pour un monde plus juste**. Le contexte économique, social et politique belge, comme européen et international, réaffirme l'importance du rôle que nous avons à jouer et donne un souffle nouveau à la mission qui nous a été confiée par l'Église. **Cela demande toutefois une actualisation de nos stratégies de travail.**

Dès lors, si la mission-vision de notre association reste d'actualité à l'heure où les inégalités sociales se creusent en Belgique comme dans les pays du Sud, nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis mondiaux. Parmi ceux-ci, **celui d'une nécessaire transition vers un monde dont les ressources seront gérées en harmonie avec la nature et dans un souci permanent d'égalité** pour « Tout Homme et tout l'Homme ». Si cette phrase du pape Paul VI reste d'inspiration pour notre mission d'Église, elle pourrait aujourd'hui être complétée par « et tous les Hommes qui viendront après » comme nous y encourage le pape François dans son encyclique Laudato Si', nous enjoignant fermement à prendre soin des générations futures.

Fruit d'un travail d'une année, ce cadre stratégique a été construit par les permanent-e-s et les volontaires selon une méthodologie d'intelligence collective pour la période 2020-2024.

Consultez le nouveau cadre stratégique en ligne (PDF) ou commandez le sur [entraide.be/cadre-strategique-2020-2024](https://entraide.be/cadre-strategique-2020-2024)



## Supplément : 6 questions/réponses sur la dette

Du personnel en suffisance, de la recherche efficace, du matériel en réserve ou rapidement disponible : **la pandémie actuelle met en lumière l'importance d'un système de santé performant**. C'est vrai dans nos pays riches. Ça l'est encore plus dans les pays du Sud, la majorité d'entre eux consacrant plus d'argent à rembourser leur dette extérieure qu'à financer les soins de santé.

**Ces dettes constituent un boulet au pied des pays du Sud** ; elles les maintiennent dans une position de subordination par rapport à leurs créanciers – les États du Nord, les banques privées, le FMI et la Banque mondiale. Ces derniers imposent, en échange de leurs prêts, des « plans d'ajustement structurel » qui obligent les États débiteurs à réduire leurs dépenses publiques, dont celles liées à la santé.

**Dettes du Sud et Covid-19 sont bel et bien liés**. Le pape l'a compris, lui qui, dans son homélie de Pâques, appelait à une réduction, voire une annulation de ces dettes. Un Jubilé 2020 ou 2021, une véritable annulation de dettes – et pas un simple moratoire : c'est ce que réclament nombre d'ONG, dont Entraide et Fraternité. Pour libérer le Sud de ce fardeau injuste et lui donner les moyens d'assurer une vie digne à ses habitants.

Ce supplément tente de répondre aux nombreuses questions et débats que suscite ce sujet.

**Isabelle Franck,**  
Chargée de mobilisation citoyenne



## Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

**Siège** rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | [info@entraide.be](mailto:info@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)  
**Conception - coordination** V. Martin, C. Houssiau | **Éd. responsable** A. Fischer | **Maquette et Impression** Snel | **Photos** Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)  
**Attestation fiscale** pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
**Belgique**  
partenaire du développement

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

**Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci**